



Rennes, le 19 Septembre 2011

Le serpent qui se mord la queue

La diminution des emplois de fonctionnaires entraine l'augmentation des versements des PRS, mais l'augmentation des versements des PRS entraine la diminution des emplois de fonctionnaires !

Indignations, frustrations, colère et impuissance : un bien mauvais cocktail d'émotions nous étreint face à l'entreprise d'équarrissage, alimentée chaque jour un peu plus par les coups bas de notre direction.

Ce qui nous tombe dessus n'est pas une surprise quand même?

Nous nous souvenons de certains cadres qui faisaient preuve de tant de pédagogie pour expliquer aux agents renfrognés que les restructurations, les mobilités forcées, les changements de métier..., participaient directement à la marche glorieuse du progrès et à la bonne santé de notre bonne administration. En plus, c'est tout bénéfice : un énorme magot, une mirobolante PRS, sera versée à tout agent redéployé !

Nous nous souvenons des DRH qui expliquaient avec des trémolos dans la voix la cruelle nécessité des restructurations, la baisse des effectifs., mais qui main sur le cœur prétendaient disposer de la masse financière nécessaire au paiement de l'ensemble des PRS !

Nous nous souvenons de ces donneurs de leçons qui ont fustigé la CGT et ses représentants boudeurs, ceux-là même qui refusaient les bienfaits de la RGPP, ceux-là même qui indiquaient que cette entreprise de démolition avait un coût à court, moyen et long terme, et que notre direction n'en avait pas les moyens !

Seulement, aujourd'hui le hic c'est que l'argent nécessaire au règlement de l'ensemble des PRS n'est pas disponible.

Qu'à cela ne tienne, les directions, soutiens à la marche triomphante du « progrès », remettent en route la machine à broyer les agents : les voilà dans l'obligation de supprimer des postes pour pouvoir payer les PRS liées aux redéploiements et aux postes déjà supprimés.

Une fois de plus, ce sont les agents qui en payent le prix fort !

CGTPJJ Bretagne – Pays de Loire – Basse –Normandie

10, rue Saint-Louis 35000 RENNES

Mèl : cgtpjjgrandouest@gmail.com

Nous sommes réunis aujourd'hui pour, une fois encore, acter de la fermeture de services : Redon et Pontivy.

Ces « petites » unités, créées dans un temps où l'idéologie du service public était bienveillante et proche des usagers, sont éradiquées de territoires où l'Etat a choisi de se désengager de la protection des mineurs qu'ils soient délinquants ou non.

Nous sommes et resterons opposés à cette démarche. Nous pouvons d'ores et déjà dire que ces restructurations ont des impacts sur les conditions de travail des agents : se battre pour le maintien de la qualité du service public, c'est accepter de faire du véhicule administratif, son nouveau bureau. Et ceci, quand véhicule administratif, il y a !

Pour finir, nous sommes toujours en attente des annonces automnales relatives au schéma de placement judiciaire dans l'interrégion. Entre UEHDR et CEF, les personnels aimeraient connaître les propositions qui sont faites à l'administration centrale. Nous vous rappelons que les laisser dans l'opacité la plus totale avait générer des mouvements de mobilisation suivis par le passé. Nous saluons donc le choix de certains territoires de tenter de réinstaurer un véritable dialogue social, et espérons que la DiR en fera de même, ne serait-ce qu'en termes de communication. Quelles sont les structures d'hébergement qui ne seront plus UEHC demain ? Et la DiR a-t-elle l'assurance de voir ses projets aboutir (autorisations d'engagement) ?

La CGTPJJ renouvelle son opposition à la diminution de l'offre de placement traditionnel au profit de structures de plus en plus contenantes tant éloignées des valeurs éducatives que nous défendons.

La CGTPJJ BPL BN

CGTPJJ Bretagne – Pays de Loire – Basse –Normandie

10, rue Saint-Louis 35000 RENNES

Mèl : cgtpjjgrandouest@gmail.com